

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



CABINET DU PREMIER MINISTRE,

CHEF DU GOUVERNEMENT

9^{ème} EDITION DE « CGECI ACADEMY »

SUR LE THEME :

« CRISES ET RESILIENCE DES ENTREPRISES EN AFRIQUE »

DISCOURS DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Sofitel Hôtel Ivoire, 28 octobre 2021

- ***Monsieur le Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat,***
- ***Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,***
- ***Madame et Messieurs les Ministres,***
- ***Monsieur le Vice-Président de l'Assemblée Nationale,***
- ***Monsieur le Vice-Président du Sénat,***
- ***Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Ghana, représentant Son Excellence Nana Akufo Addo, Président de la République du Ghana,***
- ***Excellence Messieurs les Ambassadeurs et les représentants du corps diplomatique***
- ***Monsieur Jean-Marie ACKAH, Président de la CGECI,***
- ***Monsieur Michael Bozumbil, CEO de PETROSOL, représentant le Président du Patronat Ghanéen,***
- ***Messieurs les Présidents de Patronats africains, et tout particulièrement ceux de la Guinée, du Bénin et de Madagascar venus en forte délégation,***
- ***Messieurs les élus,***
- ***Mesdames et Messieurs les représentants des institutions partenaires au développement,***

- *Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire,*
- *Mesdames et Messieurs les Présidents des Chambres consulaires,*
- *Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux,*
- *Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations professionnelles,*
- *Chers membres de la CGECI,*
- *Chers amis des médias,*
- *Mesdames et Messieurs,*

1. Remerciements et intérêt de la rencontre

Permettez-moi de vous dire à quel point je suis heureux et honoré, ce matin, d'être parmi vous et de représenter le Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara afin de prendre la parole en son nom, à l'occasion de la 9^{ème} édition de la « CGECI Academy ».

J'y vois là le signe affirmé du partenariat dense et structurant que nous voulons bâtir en Côte d'Ivoire entre pouvoirs publics et secteur privé. Ce lien est au cœur des travaux du gouvernement que j'ai l'honneur de conduire, au cœur des succès futurs de notre pays, sous le leadership du Président de la République.

Je voudrais d'emblée, en son nom, souhaiter la bienvenue à la délégation venue du Ghana, pays invité d'honneur des présentes assises. Le Ghana est un pays phares de notre sous-région et du continent, mais plus encore un pays frère, par la proximité de nos peuples, de nos ressources agricoles ou naturelles, de nos défis, de notre ambition de voir une Afrique de l'Ouest toujours plus forte, stable et en paix, permettant à sa jeunesse si riche de talents, de vivre mieux, de vivre bien !

Merci chers frères, pour ces moments d'échanges et de partage d'expériences que vous nous permettrez d'avoir, à travers votre participation à « CGECI Academy » 2021.

Dear representative of His Excellency the president of the Republic of Ghana, please allow me on behalf of his Excellency the President Alassane Ouattara his brother and the whole

private sector of Côte d'Ivoire, to say just these two words, **thank you. Thank you** for the time you took on your very heavy schedule to be here with us today, to share experience but more than that, **brotherhood**. We have so much in common and we share so few, too often due to the language barrier that shouldn't be an obstacle as least as far business is concerned. May this date be an opportunity to strengthen more the relationship between the private sector of our countries in the mutual benefit of our people. Thank you from the bottom of our heart.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais également saluer la présence de Monsieur **Wamkele Mene**, Secrétaire Général de la ZLECAF, ainsi que celle de Dr **Shahridan Faiez**, grand expert malaisien, spécialiste des problématiques de développement des chaînes de valeurs agricoles.

Je tiens à féliciter la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, avec à sa tête le Président Jean-Marie Ackah pour la tenue régulière, depuis une dizaine d'années, de cet important événement.

Et si l'année 2020 a marqué une pause pour des raisons connues de tous, la reprise en 2021 de la « CGECI Academy » montre bien le retour à de meilleurs auspices, une sortie de crise et une reprise qui se manifestent partout, sous l'action conjuguée des vaccins et des plans de relance.

Je voudrais vous assurer que le gouvernement apprécie à sa juste valeur votre engagement en faveur du développement de l'initiative privée et de la création de richesse dans notre pays.

Je tiens enfin à saluer tout particulièrement ceux qui nous suivent de loin et remercier Monsieur Attali pour sa brillante intervention précédente.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le thème central de cette 9^{ème} édition de la « CGECI Academy », **« Crises et résilience des entreprises en Afrique »**, ne pouvait mieux être choisi, au sortir de ces 20 mois qui ont chamboulé la marche du monde.

Comme l'humanité apprend, change et grandit avec les crises – Jean Monnet, le père fondateur de l'Europe le disait avec perspicacité : **« Les hommes n'acceptent souvent le changement que dans la nécessité et ils ne voient souvent la**

nécessité que dans la crise » - l'Afrique évolue donc elle aussi avec ces crises qui la traversent.

Dès lors, il est pertinent de se demander, de façon comparative, si les entreprises africaines sont moins résilientes, également résilientes ou, au contraire, plus résilientes à certains chocs. Et parallèlement de s'interroger collectivement sur nos capacités d'anticipation et de gestion de ces chocs, de partager nos expériences de riposte, afin d'identifier les outils améliorant la résilience de nos entreprises.

2. Rappel du poids du secteur privé dans l'économie ivoirienne

Mesdames et Messieurs,

Le rôle du secteur privé dans le développement économique et social de la Côte d'Ivoire a toujours été absolument déterminant. Il est le premier investisseur avec 2/3 du total des investissements ; il est le premier employeur avec 83% des emplois formels dans l'économie ; et il est le principal contributeur avec 90 % de part dans les ressources budgétaires de l'État.

Comme vous le savez, au cours de la dernière décennie, l'État a soutenu la croissance économique par des réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires. Mais, ayons la franchise de le reconnaître, le niveau de l'investissement privé qu'il faudrait pour relever les défis nombreux de notre économie n'est pas encore au niveau de nos grandes ambitions.

Nous sommes en effet persuadés que le secteur privé, avec notre appui, peut faire davantage en particulier en termes d'investissement, de création d'emplois, d'offres de stages aux jeunes, ... C'est en partageant pleinement ces ambitions nationales, patriotiques oserais-je dire, que nous permettrons à notre pays de réaliser tout son potentiel.

Et ce potentiel, nous l'avons tous en tête. Avant la crise de la Covid-19, l'économie ivoirienne a connu une période de forte croissance grâce à des politiques volontaristes de soutien au développement du secteur privé. Ainsi, entre 2012 et la crise sanitaire, la Côte d'Ivoire a traversé une période d'expansion formidable avec un taux de croissance de 8% en moyenne par an. Le pays s'est ainsi à nouveau affirmé comme une locomotive sous-régionale, représentant aujourd'hui près du tiers du PIB de l'UEMOA et plus de 40% de ses exportations.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cependant, comme partout ailleurs, dès la survenance de la crise de la Covid-19, notre pays, et l'Afrique toute entière, malgré leurs extraordinaires potentiels, ont fait l'objet des interrogations les plus grandes sur leur faculté de résilience et sur les conséquences économiques et sociales de la pandémie. Ainsi, les deux tiers des entreprises en Afrique ont été sévèrement impactées par la crise de la COVID, contre en moyenne 55% des acteurs économiques des autres continents, confirmant la fragilité légèrement plus grande du secteur privé africain.

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, bien qu'elles en aient évidemment souffert - en 2020, près de 38% des entreprises ont arrêté de travailler, et 2,5% ont fermé définitivement - les entreprises ivoiriennes ont sans nul doute réussi à mieux faire face qu'ailleurs, grâce au soutien de l'État, mais aussi grâce aux leçons tirées de l'expérience des crises passées.

Une fois de plus, l'économie ivoirienne a su globalement faire preuve de résilience. Le taux de croissance est resté positif, à 2% en 2020, à comparer à la récession de -4,4% au niveau mondial et de -2,6% sur le continent africain, confirmant la solidité de

nos fondamentaux et entraînant ce rebond puissant, à 6,5%, attendu pour 2021.

Pour atteindre ces résultats, le gouvernement ivoirien, sous le leadership du **Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara**, a soutenu les entreprises à travers plusieurs fonds : le Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises, le Fonds de Soutien aux PME et le Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel, au profit de plus de 830 entreprises et 114 000 acteurs du secteur informel.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Notre priorité, dans cette sortie de crise et pour les années qui viennent, est clairement donnée au renforcement et à l'essor du secteur privé. C'est une cause nationale, la toute première.

Nous savons qu'il nous faut poursuivre les réformes en faveur d'un climat des affaires toujours plus attractif, mais également d'améliorer la connectivité, la logistique et le réseau de transports sur l'ensemble du territoire. Pour exemple, le secteur des TIC a connu une croissance de 9% par an depuis 2015 et représente aujourd'hui 8% du PIB.

Nous savons aussi que notre tissu économique **reste encore trop dominé par le secteur informel** qui représente environ 80% des emplois, et que le **tissu des PME**, s'il représente **98 %**

des entreprises formelles, demeure encore peu contributif à la valeur-ajoutée. Celle-ci est issue principalement de grands groupes bien établis, notamment dans l'agriculture, l'agroalimentaire ou le secteur manufacturier, eux-mêmes pourtant trop peu nombreux.

Nous savons enfin qu'en matière de financement de notre économie, **le crédit reste très concentré** avec, par exemple, un secteur agricole qui représente 46 % de la population, plus de 23% du PIB, et qui ne compte que pour moins de 10% des prêts bancaires.

C'est sur ces constats clairs, et bien d'autres que je ne peux ici détailler, que la nécessité d'une transformation structurelle de notre économie et d'une accélération de la croissance du secteur privé s'est forgée dans l'esprit du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara.

C'est à ce stade de mon propos que je voudrais revenir sur la notion d'anticipation évoquée par M. Attali et qui était l'objet de ma prise de parole, lorsque j'avais eu l'insigne honneur, il y a un an, le **20 octobre 2020** au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, dans mon propos devant le secteur privé au nom du candidat du RHDP, de vous exposer **la**

Vision 2030 et le projet de société « Côte d'Ivoire Solidaire »
dont les objectifs majeurs sont les suivants :

- Doubler à nouveau le revenu par habitant en 10 ans et propulser la majeure partie de la population dans la classe moyenne ;
- Créer 8 millions d'emplois d'ici 2030 ;
- Diviser par 2 la pauvreté, en la ramenant de 39% à moins de 20% ;
- Augmenter l'espérance de vie de 10 ans, de 57 à 67 ans ;

Parce que la création de richesse est principalement le fruit du travail et de l'engagement des acteurs productifs, l'État doit donc lui-même changer, devenir un véritable catalyseur dans la croissance du secteur privé, opérer un changement structurel et culturel de l'administration publique et de la gouvernance, avec la promotion de nouvelles valeurs de diligence, de responsabilité et de redevabilité.

C'est ainsi que le secteur privé réussira, c'est ainsi que les revenus de l'État pourront croître, c'est ainsi que les investissements publics fondamentaux seront réalisés.

Ils permettront de répondre aux enjeux d'une croissance démographique extraordinaire, procurant au pays un vivier de

main d'œuvre et de talents uniques, mais exigeant de lui un investissement dans des infrastructures sociales, éducatives, économiques majeures - un impératif de l'ordre de 20% du PIB d'ici 2030 !

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, j'ai l'immense plaisir de vous confirmer que nous sommes bien dans la phase active et opérationnelle de cette stratégie et du partenariat renforcé entre l'État et le secteur privé. Le Plan National de Développement (PND 2021-2025) que nous venons d'adopter en Conseil des Ministres, exprime cette ambition. D'un montant de 59 000 milliards de FCFA, soit environ 105 milliards de dollars US, il prévoit un niveau d'investissement accru, attendu pour 75% du secteur privé.

Le gouvernement et les ministres en charge de portefeuilles économiques, sont également entrés en laboratoire avec le secteur privé sur des thématiques spécifiques afin d'une part, d'apporter des réponses durables aux préoccupations des entreprises et, d'autre part, de définir dans des ateliers d'approfondissement les contraintes à lever pour accélérer le développement de la productivité, de la compétitivité et la transformation de 16 chaînes de valeurs agricoles prioritaires.

Après les nombreuses réformes réalisées au cours des dernières années, et nous pouvons citer entre autres, le renforcement du cadre incitatif avec l'adoption en 2012 d'un Code des investissements, révisé en août 2018, accordant des avantages aux entreprises, l'adoption de codes sectoriels minier, électricité, pétrolier, forestier, visant à favoriser l'installation des investisseurs dans ces domaines, la création d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités des PME, d'autres points font actuellement l'objet d'examen.

Il s'agit notamment :

- *des délais de paiement des créances sur l'Etat ;*
- *de la Sécurité juridique et judiciaire ;*
- *de la Lutte contre la corruption et le renforcement de la bonne gouvernance ;*
- *de la Lutte contre la fraude, la contrefaçon, la contrebande et la concurrence déloyale ;*
- *de la Compétitivité du système fiscal et douanier ;*
- *Et de la Délégation de Service public de services de métrologie légale.*

Parallèlement, deux grandes réformes structurelles seront lancées dans les toutes prochaines semaines :

- **Il s'agit d'abord du Programme connu sous le nom générique de « Champions nationaux »**, visant à identifier des acteurs locaux, rigoureusement sélectionnés, et permettre l'éclosion d'entreprises à haut potentiel avec pour objectif, in fine, de constituer des écosystèmes d'affaires cohérents sur une dizaine de secteurs stratégiques, de l'agro-industrie au light manufacturing, des mines et de l'énergie aux transports, du tourisme au textile, de l'industrie pharmaceutique à celle du logement, de l'économie numérique aux industries des arts et du spectacle.
- **Il s'agit ensuite du dispositif novateur d'accompagnement et de financement des TPE et PME**, structuré autour d'un « Guichet Unique » afin d'offrir un point d'entrée central à tout entrepreneur ivoirien, en coordonnant un continuum de financement et d'accompagnement dès la création des entreprises et tout au long de leur croissance.

Ces deux programmes complémentaires permettront à l'État, sous le leadership du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara, d'accompagner des entreprises ciblées des secteurs prioritaires, d'améliorer l'emploi des jeunes et des femmes et de favoriser l'inclusion, à travers la promotion et la valorisation de l'entreprenariat et le développement puissant des TPE/ PME en Côte d'Ivoire.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique, à l'instar du monde, vit une phase inédite de crises et de ruptures, de menaces et de disruptions, d'innovations et de naissance de nouveaux modèles.

Et je suis intimement persuadé que notre continent et ses forces vives ont le potentiel pour bâtir, face aux chocs internes et externes, parce qu'elles en ont une forte habitude, bien plus qu'un socle de résilience, un socle d'une croissance forte pour les acteurs économiques, respectueuse pour la Terre, puissante pour les nations, positive pour les citoyens.

Comme le souligne avec sagacité le philosophe Edgard Morin, « *Vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes, à travers des îlots et des archipels de certitudes sur lesquels on se ravitaille.* »

Et je voudrais ici remercier et féliciter mon ami, le Président de la dynamique CGECI, Monsieur Jean-Marie Ackah, porte-parole émérite du secteur privé, pour son dévouement à l'émergence d'un secteur privé performant.

Cher Jean-Marie,

Je constate chaque jour à quel point les dirigeants d'entreprises africaines et ivoiriennes ont fait le choix de vivre pleinement avec leurs entreprises, dans ces mers d'intensité et parfois d'adversité.

Je sais qu'ils y naviguent avec une dextérité et une ambition toujours plus affirmées.

A nous donc, gouvernants et décideurs africains, de construire ces archipels de certitudes, socles de leur résilience, leviers de leur croissance, pour atteindre demain, ensemble, de nouveaux sommets !

Nous le pouvons ! Et nous le devons !

Je vous souhaite à tous des travaux riches et fructueux, et déclare ouverte, au nom de S.E.M. le Président de la République, la 9^{ème} édition de la CGECI Academy.

Vive la « CGECI Academy » !

Vive les entreprises ivoiriennes et africaines !

Et vive la Côte d'Ivoire !

Je vous remercie.